

Alternative socialiste

La prochaine étape

Bilan et perspectives sur la grève étudiante et les élections québécoises de 2012

4 octobre 2012



Brochures d'Alternative socialiste :

- Histoire du Comité pour une Internationale ouvrière, 2015.
- The Next Step: Assessment and perspectives of Alternative Socialiste on the student strike and the Quebec provincial elections in 2012, 2015.
- La prochaine étape: Bilan et perspectives sur la grève étudiante et les élections québécoises de 2012, 2015.
- Le parlementarisme et l'Internationale communiste (1919–1920), Recueil de textes, 2014.
- Introduction au marxisme, Cahier de formation, 2015.

Bilan du mouvement étudiant

La principale leçon du mouvement étudiant est que la lutte paie. C'est l'ampleur du Printemps Érablé qui a poussé le Parti québécois de Pauline Marois à annuler la hausse des frais de scolarité et abroger la loi 12. Cette victoire, comme celle de la défaite des libéraux, doivent être célébrées comme telles. La grève des étudiant-es québécois est l'une des rares luttes dans le monde à avoir récemment réussi à repousser une mesure d'austérité, ce n'est pas rien ! La lutte paie, mais elle doit continuer, car nous n'avons pas encore gagné tout ce qui nous est dû. En plus, l'ennemi repassera bientôt à l'attaque. Prévoyons ses coups, cessons de seulement être sur la défensive et attaquons ! Pour être en mesure de savoir comment continuer le combat jusqu'au bout, il convient d'identifier les réussites et les échecs de la lutte du mouvement étudiant de 2012.

Polarisation et élévation de la conscience politique

L'éveil du Printemps Érablé a été politique. Il a démontré que la lutte de classe est bel et bien une réalité au Québec. La capacité de mobilisation incroyable des étudiants et de leurs alliés, la vague de sensibilisation à différents enjeux, la polarisation puis l'élévation de la conscience politique au Québec sont la preuve que nous pouvons organiser massivement la défense de nos intérêts contre ceux du patronat et de ses politiciens. Le Printemps Érablé a permis de politiser de larges pans de la population. Et c'est ce type de mouvement dont les Québécois et Québécoises ont besoin pour construire une réelle alternative politique à l'austérité budgétaire, aux coupures et aux hausses de tarifs imposés par les gouvernements capitalistes.

Il convient de réfléchir aux raisons ayant empêché ce « mouvement historique » d'être la « victoire historique » tant attendue. Pour Alternative socialiste, le mouvement étudiant a ouvert une fenêtre de possibilités pour l'organisation d'un mouvement social beaucoup plus large, dirigé contre toutes les attaques capitalistes sur nos conditions de vie. La participation massive aux manifestations mensuelles du 22 ainsi que l'ampleur, bien qu'éphémère, du mouvement des casseroles le prouvent. Cette fenêtre est désormais en train de se refermer. En raison du manque de liens organiques entre la lutte étudiante et celle du mouvement ouvrier et l'approche antipolitique que plusieurs préconisent ont vauté le mouvement dans le mutisme lors des dernières élections.



L'artillerie lourde qui n'est jamais venue

Aussi vaste ou radical soit-il, aucun mouvement étudiant ne menace sérieusement le pouvoir. Il peut troubler le gouvernement, mais pas le Capital. Durant les derniers mois, les manifestations, les activités culturelles ou encore les actions de perturbations économiques effectuées par les étudiants visaient à exercer une pression sur le pouvoir politique, sur le gouvernement libéral de Jean Charest, interlocuteur institutionnel du mouvement étudiant, et non pas sur les patrons eux-mêmes. Les étudiants comme groupe social n'ont pas d'impact direct sur le portefeuille des patrons. Pour cela, le mouvement étudiant doit s'appuyer sur la seule classe sociale en mesure d'assumer ce rôle historique, celle des travailleurs et travailleuses organisés politiquement sur cette base.

Lors des événements de mai 68 en France, les étudiants et les étudiantes ont été à l'origine du soulèvement social. En allant aux portes des usines, ils ont réussi à rejoindre les travailleurs et les travailleuses qui ont emboîté le pas de la contestation avec leurs propres revendications, provoquant ainsi la plus grosse grève générale de l'histoire de l'humanité jusque-là, avec près de 10 millions de grévistes. Durant le conflit, l'impact étudiant a cependant été marginal. Tel un corps d'infanterie, le mouvement étudiant a surtout ouvert la voie à l'artillerie lourde qu'est la classe ouvrière. La France s'est alors retrouvée à deux doigts d'une situation révolutionnaire : les travailleurs ont rejeté les accords de Grenelles, qui incluaient pourtant des concessions importantes de la part du patronat. Toutefois, les bureaucrates syndicaux ont préféré écarter la solution révolutionnaire et le mouvement est tombé suite à cette trahison¹.

Pour une lutte populaire, il faut des partenaires de lutte

Les mouvements étudiants sont généralement instigateurs de soulèvements. Or, si la contestation ne se généralise pas, le mouvement de contestation s'essoufflera, comme c'est le cas en ce moment. Des efforts prioritaires auraient dû être déployés, et doivent toujours l'être, pour entraîner les travailleurs de tous les horizons dans cette lutte, non pas dans une optique d'appui moral ou logistique, mais dans une logique d'appropriation de cette lutte dans l'intérêt de tous et toutes, étudiant-e-s ou non.

¹ Clare Doyle, *Mai 68: Un mois de révolution : les leçons de la grève générale*, CWI Publications, 2008.

Or, cette dynamique doit fonctionner dans les deux sens pour aboutir. Certes, le mot d'ordre de la CLASSE « La grève est étudiante, la lutte est populaire » est allé directement dans cette voie. Toutefois, les stratégies du *comment, avec qui et sur quelles bases ou revendications* cette lutte doit devenir populaire ne se sont pas tout à fait matérialisées en ce sens. L'initiative d'appui aux lock-outés de Rio Tinto Alcan, à Alma, a été fort louable, mais sans lendemains. De plus, les associations étudiantes n'ont pas adéquatement capitalisé sur les nombreux conflits de travail, notamment à Montréal (Services de garde, STM, BANQ, AVEOS, etc.), pour ancrer leur lutte dans celles des travailleurs et développer des liens organiques avec leur classe. Du point de vue de certain-e-s travailleurs-euses, les étudiant-e-s tentaient de les convaincre d'appuyer *leur* lutte contre la hausse, sans pour autant vouloir s'investir dans les luttes ouvrières ou avoir l'humilité de voir les limites de leur propre mouvement. Il convient de rappeler que les sondages réalisés parmi la population durant le conflit étudiant n'ont jamais montré un appui de plus de 50% à la lutte contre la hausse des frais de scolarité.

De la grève étudiante à la « grève sociale »

Au chapitre des mots d'ordre, celui de « grève sociale » lancé par la CLASSE, n'est demeuré qu'un vœu pieux. Il n'a pas seulement été rejeté du revers de la main par les directions syndicales (ce qui n'est pas surprenant), mais aussi par la base syndicale de la CSN, de la FTQ et de la CSQ ainsi que par l'ensemble de la population. Handicapé par l'absence d'une vraie campagne nationale contre les mesures d'austérité, le mouvement ouvrier québécois ne présentait pas et ne présente toujours pas la conscience politique adéquate pour adopter un tel moyen de pression face aux attaques néolibérales. De surcroît, cet appel ne s'est pas fait ni sur des revendications précises, ni sur un mode d'organisation permettant à la base syndicale de s'impliquer, mais plutôt sur le principe d'établir « une convergence de l'ensemble de la population québécoise contre les politiques de coupures et de marchandisation des services sociaux et de nos droits collectifs. »²

Bien que nous ayons appuyé cet appel puisqu'il s'agissait d'une nouvelle étape pour la lutte étudiante, il faut bien plus pour que les masses se mettent en marche. Lors d'une grève générale, les étudiant-e-s risquent de perdre leurs sessions. La classe ouvrière leurs emplois! Ils ne font pas des sacrifices seulement pour des idées, mais

² CLASSE, *Vers une grève sociale, La grève est étudiante, la lutte est populaire!*, <http://www.bloquonslahausse.com/vers-la-greve-generale/vers-une-greve-sociale/>

surtout pour des revendications claires et réalisables.

Le site *grevesociale.info* faisait valoir la grève sociale comme étant de responsabilité individuelle. Ceux et celles à l'origine de l'appel à la « grève sociale » du 15 et 22 mai sont même allés jusqu'à inviter les travailleurs à « désertter » leur milieu de travail. Or, une grève, de surcroît générale, ne relève pas de la morale personnelle. L'échec de ces actions en dit long sur l'efficacité de ce type d'approche déconnectée de la réalité des gens.

En janvier 2011, pendant plus d'une semaine, le Nigéria a connu la plus grosse grève générale de son histoire. Tout était paralysé. Dans certaines régions, des comités de grève se sont occupés d'assurer l'ordre et l'approvisionnement. Sur quelle base la population s'est-elle mobilisée? Contre la hausse du prix de pétrole³. En 2009, la Guadeloupe a connu une grève générale de plus d'un mois. Contre quoi se battaient les grévistes? La vie chère. Au Québec, en 2012, ni les directions syndicales ni Québec solidaire ni la FECQ ou la FEUQ n'ont lancé d'appel clair pour la grève générale nationale. Seule la CLASSE a milité en ce sens. Or, si la direction du mouvement est incapable de donner des perspectives et des revendications claires et concrètes à chacune des étapes de ce mouvement, il sera appelé à s'affaiblir et sera incapable de réunir les différentes couches de la classe des travailleurs. Cette incapacité à formuler des revendications conjoncturelles claires, la CLASSE l'a notamment démontrée en refusant d'appeler aux déclenchements d'élections et, par la suite, en les considérant comme non représentatives dans son manifeste ou encore dans le slogan de la marche du 22 août, « Nos rêves sont plus grands que les urnes ».

L'occasion ratée des élections

En entrevue à CUTV, un porte-parole de l'Union Communiste Libertaire déclarait s'opposer aux élections dans le cadre de la démocratie libérale parce que son organisation est, par principe, contre la délégation de pouvoir. Selon la personne interrogée, la politique doit se faire tous les jours et non uniquement tous les quatre ans.⁴ Comme s'il y avait une contradiction entre les deux! Ce refus d'intervenir dans la sphère politique institutionnelle entraîne un décalage immense entre la majorité du peuple et les militant-e-s professionnel-le-s. Pour une bonne partie de la population,

³ H.T. Soweto, *Experiences of the explosion of class struggle, Urgency of a working class alternative proven again*, CWI Nigeria, <http://www.socialistworld.net/doc/5749>

⁴ Entrevue sur l'anarchisme, l'abstentionnisme, et les élections, <http://cutvmontreal.ca/videos/1997>

les élections restent le moment où les gens sont le plus disposés à parler de politique. Nous ne voyons pas en quoi bouder cet événement peut faire avancer les idées de changement radical de la société. Au contraire, ne pas saisir cette chance c'est laisser le monopole de la discussion à la droite et aux réformistes.⁵

Durant la campagne, alors que la grève s'essouffait, la CLASSE a maintenu un silence radio quasi complet. Pas grand-chose n'a été fait pour participer aux débats électoraux et il n'y pas eu de mots d'ordres adaptés à la nouvelle conjoncture. À l'inverse, la FEUQ, la FECQ ainsi que les directions des centrales syndicales ont clairement appelé à voter pour « le parti ayant le plus de chances de battre la CAQ et le PLQ » et plusieurs personnes ne voyant plus d'autres issues à la grève ont également placé leur confiance dans le Parti québécois.

Nous connaissons la tendance apolitique de l'ASSÉ, mais le seul parti qui met de l'avant des propositions comme la gratuité scolaire c'est Québec solidaire. Nous ne pouvons pas faire comme si le seul parti qui questionne le capitalisme et les privilèges des nantis n'existait pas. D'autant plus que la lutte du mouvement étudiant s'imbrique dans une lutte de l'ensemble des travailleurs contre l'austérité et que cette dernière a besoin d'un relais politique. Plusieurs groupes de gauche ont canalisé leurs énergies au mauvais endroit. On se retrouve avec un Parlement plus à droite que jamais et qui n'est pas représentatif du niveau de lutte de classe que nous avons connu durant les derniers mois. Certes, ce parlement sera toujours bourgeois, mais il peut également servir de tribune où l'on peut démontrer les contradictions du système et mobiliser la population.

⁵ Alternative socialiste, *L'ultra-gauche et les élections: Une princesse aux petits pois?*, <http://www.pressegauche.org/spip.php?article11323>



Perspectives à la suite des élections

Une courte lune de miel à prévoir pour le PQ

En annulant la hausse et la Loi 12, Mme Marois a pu rallier à elle beaucoup d'étudiant-e-s tout en s'assurant que la grève prenne fin. Certes, c'est grâce à l'ampleur de la lutte que la direction du PQ a été forcée de faire cela. Cependant, il s'agit aussi d'un stratagème de sa part pour gagner l'appui des personnes et des organisations « progressistes » en réanimant les prétendues visées social-démocrates du parti. L'abolition de la taxe santé, la hausse des impôts pour les riches et la fermeture de Gentilly 2 font également partie de cette manœuvre visant à se démarquer du PLQ. Or, les partis traditionnels nous ont largement habitué à ce genre de petit jeu de séduction, mais au final, ils finissent toujours par se plier aux règles du capitalisme. Nous n'avons qu'à regarder le Parti socialiste français pour s'en rendre compte.

Avec la crise économique mondiale, les grands capitalistes ne permettent même plus la voie de sortie keynésienne, viendra alors le temps des coupures et des hausses de tarifs. La direction du parti en est d'ailleurs consciente et c'est pour cela qu'elle a notamment l'intention de proposer l'indexation des frais de scolarité lors de son éventuel Sommet sur l'éducation. La nature de collaboration de classes du PQ le forcera également à rendre des comptes au patronat qui en demande encore et toujours plus. Il passera donc tôt ou tard ses propres politiques d'austérité, avec l'aval de la CAQ et du PLQ. Le ministre des Finances vient également de « découvrir » un trou de plus d'un milliard de dollars dans les finances de l'État et a publiquement annoncé sa volonté d'atteindre le déficit zéro, il s'agit d'un excellent prétexte pour sabrer dans nos conditions de vie et les services publics. Ce nouveau gouvernement est au pouvoir depuis moins d'un mois et il cherche déjà des excuses pour trahir la classe ouvrière, nous n'avons rien à attendre de ce parti.

Retour aux sources pour le PLQ

Du côté du PLQ, il sort assez gagnant des dernières élections. Malgré la crise étudiante, les scandales de corruption et les attaques menées contre les services publics, ce parti a eu une grande part des votes et quasiment le même nombre de députés que le PQ. Son score additionné à celui de la CAQ traduit un certain appui

non négligeable aux mesures d'austérité qu'il a initié bien que cet appui soit basé sur de la désinformation quant aux nécessités fiscales du Québec, sur la peur du changement social et sur l'insatisfaction quant aux « alternatives » que nous offrent les autres partis. Pour tirer profit de cette situation, le PLQ qui doit se trouver un ou une nouveau-elle chef-fe devra aussi redynamiser l'ensemble du parti pour être apte à revenir à la charge et montrer qu'il est prêt à reprendre le pouvoir.

CAQ : populisme et affairisme

De son côté, la CAQ a eu moins de députés que prévu. Malgré le manque flagrant de cohérence dans son programme et l'absence d'une véritable organisation politique, son score est tout de même fort respectable. Pour l'instant, il est difficile de prévoir l'avenir de ce parti.

La base sociale du parti se compose principalement d'un éventail de gens d'affaires lésés tant par le PQ et le PLQ. Les partisans de François Legault misent beaucoup sur l'opportunisme et sur des appels au changement pour se différencier des autres politicien-ne-s et les gens se font toutes sortes d'attentes face à ce parti. Tout cela amène la CAQ à adopter des positions changeantes, incohérentes et dures à prévoir et ne fait pas d'elle un parti nécessairement plus à droite que le PLQ.

D'autre part, la Commission Charbonneau sur la corruption dans le monde de la construction risque d'éclabousser violemment le PQ et le PLQ. Ce momentum pourrait peut-être faire pencher l'électorat traditionnel de ces deux partis vers la CAQ lui permettant de continuer sa percée, voire même de remporter les prochaines élections.

Bref, soit la CAQ sera incapable de se frayer une place à droite ou entre le PQ et le PLQ et demeurera un tiers parti populiste et affairiste, ou bien il réussira à capitaliser sur l'insatisfaction à l'égard des deux grands partis.

Option nationale : le retour du nationalisme de gauche

Pour Option nationale, c'est avec amertume que les militants doivent se passer de députés : même leur chef Jean-Martin Aussant ne s'est pas fait élire. Avec le manque de ressources et de visibilité, le parti risque de tourner en rond et de ne pas se développer. Ce n'est pas le premier parti du genre à voir le jour puis à disparaître dans l'ombre. Et il en aurait été de même avec un député.

ON ne s'ancre pas dans les mouvements sociaux, ne se dote pas de structures démocratiques et se limite à adopter une plate-forme certes progressiste, mais tout de même incomplète et insuffisante pour remédier aux problèmes du capitalisme. Résultat : Le parti ne se base que sur l'électoratisme et il se couche devant les règles qu'impose le marché. Or, les capitalistes articulent toujours leur rhétorique nationaliste pour défendre plus ou moins ouvertement leurs propres intérêts. C'est le cas de la bourgeoisie québécoise qui se sert du souverainisme péquiste comme d'une arme de négociation face à Ottawa et un prétexte pour obtenir le soutien d'une grande partie de la population. N'ayant pas les moyens d'éviter ce piège, ON, en pensant qu'il s'agit de la voie d'accès la plus rapide vers la souveraineté, se rapprochera du PQ dès que ce dernier rebrandira la question nationale.

L'histoire nous démontre que vouloir l'indépendance à n'importe quel prix se traduit par ne jamais l'avoir vraiment. Il faut impliquer les travailleurs dans une démarche indépendantiste et intégrer le tout dans un projet de société qui leur est propre. La position de QS se rapproche d'ailleurs davantage de cela en voulant mettre sur pied une assemblée populaire chargée de rédiger une constitution québécoise. Nous devons cependant défendre cette position auprès de membres d'ON car ce sont des militant-e-s que nous sommes amenés à croiser souvent et qui pourraient travailler de manière plus cohérente dans QS. En ce qui concerne une fusion entre les deux partis, ce scénario est peu probable. Leurs visions de l'indépendance sont trop différentes présentement. De toute manière, cette démarche ne semble pas tant souhaitée ni par l'un ni par l'autre des partis et, si un tel scénario se produisait, il risquerait de renforcer l'aile droite électoraliste et réformiste de QS.

Québec solidaire : vers un parti de masse des travailleurs et des travailleuses!

En ce qui concerne QS, les résultats électoraux sont plutôt réjouissants. Élection

d'une nouvelle députée (la coporte-parole Françoise David), doublement du nombre de votes et du membership ainsi qu'une montée significative de l'appui électoral dans certaines circonscriptions⁶. Mais la progression continue de ce parti au fort potentiel ne doit pas nous empêcher d'être critiques. Ces gains sont en dessous des attentes du parti. Le vote « stratégique » en faveur du PQ a fait mal, le manque de visibilité médiatique aussi, mais le problème fondamental est la difficulté de QS à clairement s'affirmer et vouloir devenir le parti du 99%.

Pour Alternative socialiste, QS se renforcera en s'ancrant chez les travailleurs et les travailleuses. La tâche du parti consiste à se construire afin de montrer qu'il représente la seule alternative visible à la logique néolibérale, et donc à tous les partis traditionnels prêts à appliquer l'austérité. Cette construction, elle ne se fera qu'en impliquant QS profondément dans les mouvements sociaux et syndicaux, et en jetant par-dessus bord cette peur de « récupérer » les luttes sociales.

Électoralisme

Le plus grand danger à court terme pour QS est sa dérive électoraliste. Plusieurs membres considèrent les élections comme une fin en-soi et non pas comme une tribune servant à alimenter le travail de terrain et la lutte des travailleurs. Ce danger est d'autant plus grand depuis les dernières élections puisque les chances de remporter davantage de comtés sont réelles. La direction du parti et l'aile droite peuvent considérer qu'il soit préférable de faire des alliances électorales ou encore de négliger la rue ou la rédaction du programme pour y arriver. Les prochains débats seront donc décisifs quant à l'avenir du parti.

QS n'est pas comme les autres partis, mais il n'est pas à l'abri de l'opportunisme pour autant. Par exemple, l'empressement de Françoise David à vouloir collaborer avec le PQ, alors que ce dernier n'a jamais démontré la moindre preuve de respect ni condamné les propos insultants de Gilles Duceppe à l'endroit d'Amir Khadir, est douteux. Comme nous l'avons déjà écrit, Québec solidaire doit briser les illusions entourant le PQ.⁷ Nous n'avons pas à faire de courbettes devant une organisation politique qui enlève la proportionnelle de son programme tout en faisant semblant d'être souverainiste et de gauche avant les élections, précisément pour bloquer la montée des Solidaires, puis qui accuse ensuite QS de diviser le vote !

⁶ Où le vote de Québec solidaire s'est-il le plus amélioré, <http://www.quebecsolidaire.net/blogue/articles/ou-le-vote-de-quebec-solidaire-sest-il-le-plus-ameliore/>

⁷ Alternative socialiste, *La gauche et le Parti Québécois*, Presse-toi à gauche, <http://www.pressegauche.org/spip.php?article8705>

Formation des membres

L'augmentation du nombre de membres ne signifie pas automatiquement augmentation du niveau de conscience. Le parti devra continuer de mettre des efforts dans l'éducation politique des membres. Il importe de développer collectivement une bonne analyse pour baser nos revendications et nos actions. Les formations solidaires montréalaises, par exemple, sont une excellente initiative et devraient être étendues à d'autres villes de la province. Le journal *Solidarités* devrait également paraître plus régulièrement, avoir son propre site web et un tirage plus régulier. Ce document est un excellent outil de discussions pour nos assemblées de cuisine ainsi qu'une manière de synthétiser nos idées et d'apprendre à les défendre dans la rue. D'autres outils du genre existent et peuvent être mis en place pour améliorer la formation au sein du parti.

Unité de la gauche anticapitaliste nécessaire

L'unité de l'aile gauche est également nécessaire dans le processus de formation et d'organisation politique, mais elle peine cependant à se matérialiser. Quelques appels ont été lancés en ce sens, parfois avec succès, mais ces initiatives ne se sont pas concrétisées dans le temps. Trop peu d'efforts sont déployés pour coordonner notre analyse et nos actions. Il faut impérativement renforcer l'aile gauche et favoriser la discussion entre ses différentes tendances. Dans un premier temps, se doter d'une structure permanente, comme un comité de coordination, réunissant toutes les tendances de l'aile gauche, pourrait nous permettre de mieux organiser nos interventions dans les instances du parti et contrebalancer l'influence de la direction et des mouvances plus électoralistes et réformistes. Si nous ne le faisons pas maintenant, l'anticapitalisme à la base de Québec solidaire risque de se diluer davantage. Le rôle du parti est d'utiliser son potentiel pour franchir une nouvelle étape dans l'élévation de conscience et l'organisation politique des travailleurs et de leurs alliés. Or, le virage progressif vers la droite qui nous guette ne ferait que reproduire les mêmes erreurs du passé.

Élargir sa base militante

L'image que les gens ont de QS comme étant un phénomène essentiellement montréalais, francophone et petit-bourgeois traduit une certaine réalité. Si nous

espérons un jour former l'opposition officielle et profiter efficacement de cette position, il faut impérativement sortir de cette situation et consacrer l'essentiel de nos efforts à défendre les intérêts de l'ensemble des travailleurs et travailleuses du Québec. À titre d'exemple, très souvent le discours de QS ne se distingue pas vraiment du libéralisme de gauche (justice sociale, défense de la démocratie et du citoyen). Ces valeurs floues et abstraites peuvent conforter certain-ne-s militant-e-s, mais pas la classe ouvrière dont la réalité dépasse ce cadre.

Il faut imbriquer tout cela dans la lutte que mène monsieur et madame Tout-le-Monde contre les conséquences du capitalisme. Il faut qu'ils et elles voient dans QS leur représentant politique légitime afin de les mobiliser contre les attaques de la classe dominante.



Tisser des liens à l'international

À moyen terme, QS devra tirer avantage à se lier avec les organisations internationales semblables à la sienne (l'ULA en Irlande, le PSOL au Brésil, Syriza en Grèce, le Front de Gauche en France, etc.). Aujourd'hui, tous les coins du globe, sauf les paradis fiscaux, sont en crise. L'intensité des attaques diffère selon les pays, mais partout la bourgeoisie saccage de plein fouet les acquis historiques de la classe ouvrière. Tous les moteurs de l'économie mondiale (États-Unis, Brésil, Euro, Chine)

fonctionnent au ralenti ou stagner. La crise actuelle va s'amplifier et l'élite tant économique que politique mondiale est incapable d'offrir une réponse claire et cohérente à la situation actuelle.

La bourgeoisie est divisée quant aux solutions à envisager pour stimuler la croissance. La majeure partie de cette classe prône l'application stricte des principes du néolibéralisme. Par ses divers budgets d'austérité, les bourgeoisies nationales tentent de diminuer la dette des États, mais ces mesures, bien qu'elles réconfortent le capital financier, favorisent la désintégration des conditions de vie de la classe ouvrière. Il est impératif que QS s'engage activement à organiser des campagnes de solidarité et tisse des liens avec les organisations syndicales et de gauche dans le monde. Cela pourrait passer par la réactivation de la Commission mondialisation ou la création d'un Comité de solidarité internationale permanent. Malgré les différences de contextes, les travailleurs et les travailleuses de tout le globe luttent contre un ennemi commun et nous devons renforcer les liens qui nous unissent pour lutter ensemble et tirer profit des expériences d'ailleurs.

Alternative socialiste ne condamne pas la dérive électoraliste et la collaboration de classe uniquement par principe. Nous défendons ce point de vue par soucis tactique, parce que si QS ne le fait pas, il risque tôt au tard soit de devenir une coquille vide, comme les autres partis sociaux-démocrates, soit d'être pris au dépourvu lorsqu'il se fera violemment barrer la route par les classes dominantes. Certaines revendications de QS, telles que Pharma-Québec, attaquent durement les privilèges des multinationales. Il faut impérativement avoir conscience que lorsque QS va davantage s'approcher du pouvoir, leur réaction sera déjà habilement planifiée et lorsque l'offensive va commencer, le PQ ne sera pas un allié. Nous devons donc commencer à prévoir les coups, ne pas le faire serait irresponsable.

Alternative socialiste, 4 octobre 2012



Qui sommes-nous ?

Alternative socialiste est un regroupement de travailleurs-euses et d'étudiant-e-s qui a pour objectif de défendre les intérêts de la majorité de la population et de promouvoir le socialisme démocratique. C'est-à-dire que nous sommes pour la construction d'une société où les travailleurs et les travailleuses contrôlent les principaux leviers de la vie économique, politique et sociale et non une minorité possédante.

AS est la section sympathisante du Comité pour une Internationale ouvrière, organisation révolutionnaire internationale fondée en 1974 et présente dans une quarantaine de pays à travers le monde.

Contre la dictature des marchés, une riposte socialiste est nécessaire !

Si vous avez des questions sur AS-Québec ou si vous désirez vous joindre à nous, n'hésitez pas à nous contacter!

alternativesocialiste.org
info@alternativesocialiste.org

C'est seulement par l'étude des processus politiques dans les masses que l'on peut comprendre le rôle des partis et des leaders que nous ne sommes pas le moins du monde enclin à ignorer. Ils constituent un élément non autonome, mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur.

– Léon Trotsky

